Sortir du nucléaire

Depuis 1990 – Journal d'information – Nº 148 – novembre 2026

JAB
CH-1228 Plan-les-Ouates
P.P. / Journal

LA POSTE

Sortir du nucléaire - ch. du Vieux Puits 26
1228 Plan-les-Ouates

En 2026, c'est toujours…
Nucléaire? non merci

Défilé « Stop pillage ». Lausanne, 20.04.2026

Rassemblement Tchernobyl 40 ans. Genève, 26.04.2026, monument national

Conférence « Nucléaire, chimère ou solution? ». Université de Genève, 01.09.2026

Stand à Alternatiba Léman, ContrAtom. Genève, 05.09.2026

Stand au Marché bio annuel. Saignelégier, 19 et 20.09.2026

Dépôt des 131 793 signatures pour le référendum Nucléaire? Non merci. Palais fédéral, Berne, 07.10.2026

Éditorial

Brandir le spectre d'une pénurie d'électricité pour rouvrir la porte au nucléaire

Selon Albert Rösti, la pénurie guetterait, surtout en hiver, et la solution serait le nucléaire. Ce risque est largement exagéré.

La consommation en Suisse est stable depuis 20 ans. Malgré l'augmentation de la population, la multiplication des ordinateurs, smartphones et électroménager, malgré l'installation de dizaines de milliers de pompes à chaleur et l'électrification en cours du parc automobile.

Certes, il faudra plus d'électricité à l'avenir afin de poursuivre la transition hors des fossiles. C'est pourquoi la *Stratégie énergétique* 2050 sans nucléaire a été votée par 22 cantons sur 26, pour apporter cette production supplémentaire.

Le solaire a connu un développement réjouissant ces dernières années et il produit aussi en hiver : la production photovoltaïque hivernale actuelle est supérieure de 1,5 fois à la production hivernale de l'ancienne centrale nucléaire de Mühleberg.

Aussi, un potentiel énorme attend en matière d'efficacité et de sobriété énergétique. Sachant que **le coût pour économiser un kWh est moindre que le coût pour en produire un supplémentaire**, le Conseil fédéral devrait enfin présenter au parlement sa stratégie en la matière l'année prochaine. Ne nous laissons pas berner par le spectre d'une pénurie d'électricité !

Christophe Clivaz, président de Sortir du nucléaire, conseiller national (VS)

Série de victoires

En Suisse, la détermination de protéger le territoire et tout simplement de préserver ce qui soutient la vie, a permis de remporter de nombreuses victoires. Petit tour d'horizon des accomplissements, que nous allongerons d'un succès au référendum de 2027 !

En 1978, la « Conception globale de l'énergie » du Conseil fédéral prévoyait la construction de 10 centrales nucléaires. Le déploiement de ce programme a rencontré une opposition populaire inattendue, renouvelant la nature des mouvements sociaux. Jusque-là, ces mouvements concernaient la justice sociale, puis la protection de la nature et du cadre de vie. La contestation du nucléaire a d'abord commencé parmi les riverains directs des emplacements prévus pour les centrales (paysans, vignerons, éleveurs) puis elle s'est étendue aux jeunes des villes. Voici les centrales évitées grâce à l'engagement des générations précédentes. À vous d'écrire la prochaine page de l'histoire avec nous !

Inwil (LU).
Le projet de centrale le long de la Reuss a rencontré une forte opposition aboutissant à un gel du projet en 1982 puis à son abandon officiel.

Verbois (GE).
Initié en 1965, le projet de centrale sur le Rhône en aval de Genève aussi fortement contesté est abandonné par votation populaire en 1986.

Graben (BE).
Prévue dans les années 1970, la centrale de Graben, au bord de l'Aar suscite une opposition locale puis nationale massive. Elle est abandonnée en 1988.

Kaiseraugst (BS).
Ce projet situé à 20 km de Bâle a suscité la première occupation physique durable d'un site menacé en Suisse. C'est ce que l'on appelle aujourd'hui une ZAD (zone à défendre). Jusqu'à 20 000 personnes ont occupé le site en 1975. Le projet est abandonné en 1988.

D'autres victoires ont été obtenues par la population : arrêt du largage de déchets radioactifs en mer ; abandon de la déchetterie nucléaire d'Ollon (VD) ; arrêt du « retraitement » de nos déchets à la Hague (F) ; fermeture de Mühleberg ; interdiction de construire davantage de centrales.

L'histoire de ce mouvement populaire est très bien documentée et peut être consultée sur internet[1] et sur pièces classées et archivées[2].

Philippe de Rougemont, Genève, secrétaire général

1 www.tinyurl.com/histoire-antinucleaire-suisse
2 www.archivescontestataires.ch

Rösti sur la voie de Trump

Le conseiller fédéral Albert Rösti accueilli par un rassemblement de défense du climat. Lucerne, 30.06.2026

À Berne, le secrétaire général du département de M. Rösti a donné des directives pour faire disparaître des mots tels que ***changement climatique*** ou ***biodiversité*** dans les textes officiels! C'est un article du *Blick* paru le 30 août[1] qui a révélé ce scandale.

M. Peter Füglistaler, ancien directeur de l'Office fédéral des transports, rapporte cette nouvelle digne de l'administration Trump, une nouvelle confirmée par l'examen de documents internes de l'Office fédéral du développement territorial (ARE). L'été caniculaire a dissuadé l'administration de persévérer dans ce négationnisme, menant M. Rösti à nier toute intention d'escamoter le sujet.

Regardons les choses en face

Tout autant cachottière et manipulatrice, la majorité PLR-UDC du Conseil fédéral et du Parlement a voté l'autorisation de construire de nouvelles centrales nucléaires, refusant d'examiner le coût d'une nouvelle centrale et minimisant l'impact de ce changement de cap sur l'essor des énergies renouvelables. De nombreuses études nous éclairent à ce sujet. L'Académie suisse des sciences a récemment publié un rapport[2] révélant notamment que le coût d'une nouvelle centrale nucléaire en Suisse pourrait atteindre 43 milliards (voir p. 7). Pour que la construction soit possible, Confédération, Cantons ou Villes devraient prendre des participations ou fournir des garanties de crédit ou des prêts à taux préférentiels, voire des garanties de prix d'achat sur 40 ans. M. Rösti préfère regarder ailleurs lorsqu'il est confronté au montant de subventions massives qu'une construction de réacteur nécessiterait aujourd'hui. Pour lui, voir les choses en face (réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité, dépendance du nucléaire envers l'État, etc.) semble difficile. En attendant la fin du mandat de M. Rösti ou son remplacement au département de l'énergie demandé par certains, le pays perd un temps précieux pour agir efficacement.

Étude retardée sur les économies d'énergie

Le Conseil fédéral a publié, quant à lui, le 2 septembre, le rapport *Mesures destinées à réduire de 80 pour cent les déperditions énergétiques dans le secteur des bâtiments*[3]. Il a fallu deux ans pour que M. Rösti sorte de ses tiroirs ce catalogue fort utile rédigé en… 2023-2024! Signe du manque de volonté de la part de M. Rösti de donner suite rapidement à la motion adoptée par le Parlement et d'en tirer les conséquences? Certes, aujourd'hui, de nombreuses données et références légales nécessitent une mise à jour, mais la proposition d'appliquer le principe du bâton et de la carotte, c'est-à-dire une stratégie combinée d'encouragement et d'exigence en vue de réduire de 80 % les déperditions énergétiques dans le secteur des bâtiments, et par là même de l'énergie nécessaire pour en assurer le confort en hiver comme en été, mérite d'être retenue.

La canicule plus forte que le déni

Espérons qu'au-delà de ces rapports, la canicule vécue ces derniers mois, la récolte spectaculaire en un temps record de 132 000 signatures pour soumettre au vote le projet de relance du nucléaire en Suisse, et les manifestations d'opposition massives incitent Conseil fédéral et Parlement à affronter le changement climatique de manière efficace et sensée.

Christian van Singer, physicien

1 www.tinyurl.com/blick-ar-30082026
2 *Rapport N°6 vol. 21* www.tinyurl.com/ass-21-08-2026
3 www.tinyurl.com/ee-bati-potentiel-ch

Lobby nucléaire sous perfusion

La famille Aegerter compense l'arrêt de financement du lobby nucléaire par Alpiq. Illustration: Johanna Goodman pour la *NZZ*

La relance du nucléaire avec l'initiative « stop blackout » a été une surprise. Certes, le contexte d'incertitudes sur l'approvisionnement en pétrole et gaz a donné des arguments aux partisans du nucléaire. Encore fallait-il trouver des forces pour lancer et faire aboutir une initiative populaire.

Le n° 1 de l'électricité suisse, *Alpiq*, ne finance plus le lobby nucléaire qu'est devenu *économiesuisse*. Pourtant ce lobby a trouvé les moyens de lancer une initiative. Ce miracle a été en grande partie réalisé grâce à l'engagement de la famille Aegerter, dotée de moyens financiers considérables. Le couple de retraités Aegerter ne vit pas principalement de l'AVS. Il a investi plusieurs millions de francs pour lancer le *Club Énergie Suisse*, porteur de l'initiative *Stop blackout*, selon une information de la RTS.

Dévoiement de la démocratie

Un autre membre de la famille, Daniel, membre du comité d'initiative, est aussi un important pourvoyeur de fonds. Avec une fortune estimée à 550 millions de francs en 2024, il possède quelques atouts financiers. Il est très impliqué dans l'industrie nucléaire, au travers de la société *Armada Investment*, dont les sociétés sont liées à des projets de petits réacteurs nucléaires (SMR) et à la fusion nucléaire. Ce ne sont donc pas des politiciens conservateurs, présents dans le comité d'initiative, qui ont financé l'organisation de la campagne de récolte de signatures. En Suisse, seules des organisations politiques, associatives ou professionnelles disposent du nombre de membres et des ressources militantes pour récolter les 100 000 signatures validées. Rien de cela chez les initiateurs de *Stop blackout*. Nos riches stratèges ont pu compenser l'impopularité de leur cause en finançant généreusement la récolte payante de signatures. C'est là une dérive grave de l'outil d'initiative populaire, qui dans ce cas devrait s'appeler « initiative financière ».

Ainsi, la société *INCOP* à Lausanne utilise les droits démocratiques pour créer un business lucratif disponible pour les seuls comités d'initiative épaulés par de gros donateurs. Et comme la demande est en hausse, les prix s'envolent. Alors qu'en 2022, *INCOP* demandait à ses clients 3 francs par signature, le montant payé par *Stop blackout* double en 2024 à 7,5 francs, selon l'émission SRF Rundschau.

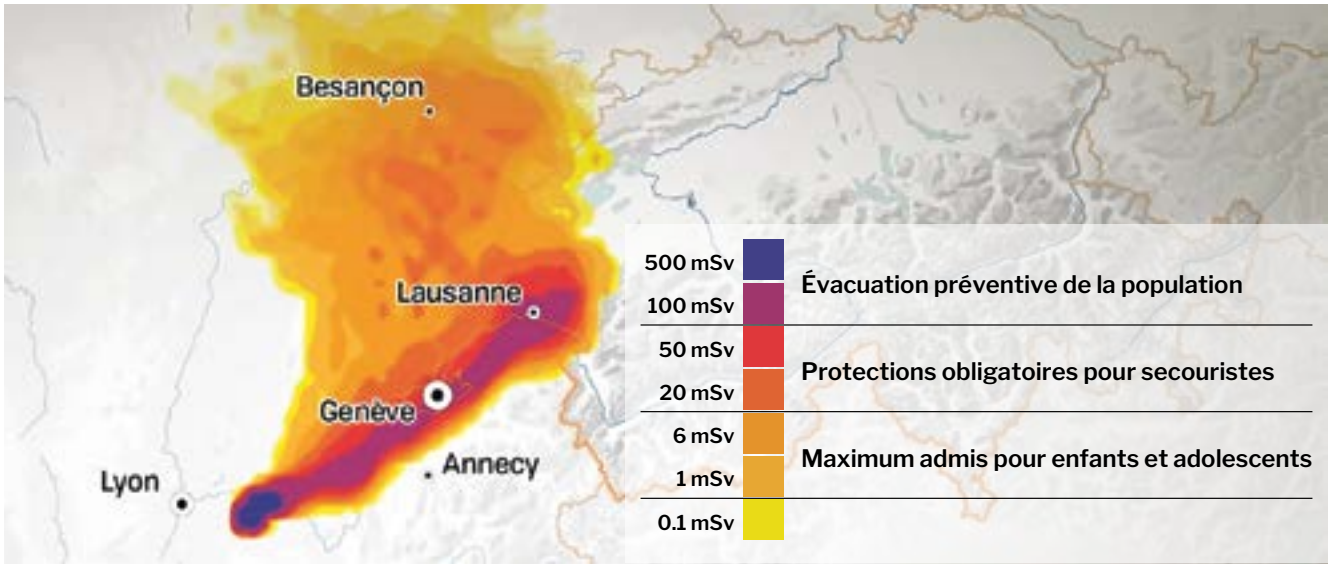
Un contrat à 600 000 francs.

La faiblesse de force militante du *Club Énergie Suisse* a-t-elle poussé INCOP à la surenchère (voir l'article en p. 8)? Le silence ne permet que des hypothèses. Il est toutefois évident que les initiateurs n'ont pas eu le soutien de personnes sympathisantes pour mener à terme leur récolte de signatures. Autre anomalie constatée: 66 % des signatures récoltées proviennent des cantons latins, qui ne représentent que 30 % des électeurs inscrits. De plus, en 2017, ces cantons ont massivement voté l'interdiction de construire de nouvelles centrales. Explication: *INCOP* agit essentiellement en Suisse romande.

Mensonges, approximations, ressources cachées, perfusion financière. À l'instar de la filière nucléaire elle-même, le déroulement de la campagne pour l'initiative *Stop blackout* est parsemé de zones d'ombre et de manipulations de quelques politiciens opportunistes remplaçant le soutien populaire déficitaire par la rémunération de personnes pour récolter. Voilà pourquoi il faudra s'attendre à une campagne de votations difficile face à des adversaires disposant de moyens considérables et n'ayant pas de scrupules.

José Sanchez, La Chaux-de-Fonds, membre du comité

Le risque rendu visible



Capture d'écran du clip sur un accident hypothétique au Bugey et la progression du nuage de particules radioactives.

Sortir du nucléaire a coordonné une campagne de sensibilisation pour montrer la vulnérabilité de la Suisse en cas d'accident nucléaire. Cette campagne voit le jour grâce à vos généreux dons, ainsi qu'à la participation de Greenpeace, ContrAtom et Stop-Bugey. Un grand merci!

Le Studio Amrit basé à Bienne a réalisé un clip modélisant la dispersion des retombées radioactives en cas d'accident à la centrale du Bugey, à 70 km de Genève. Il s'appuie sur une étude de l'Institut Biosphère, qui utilise des données météorologiques réelles, l'expertise d'un oncologue et de deux géomaticiens[1]. Selon les résultats de cette modélisation, nous pourrions faire face à 57 000 décès dus aux radiations, 1,72 million de personnes à évacuer et 425 000 hectares de terres rendues impropres à l'agriculture. L'étude complète sera publiée en décembre 2026. En attendant, vous pouvez consulter les précédentes études qui mettent en évidence des conclusions similaires.

Clip visionnable en ligne

Le clip montre que la Suisse serait tragiquement exposée en cas d'accident dans cette centrale. Un nuage radioactif couvrirait différents territoires, selon les conditions météorologiques les jours suivant l'accident. Il existe donc plusieurs scénarios de régions impactées en cas d'accident. Le clip est à découvrir sur YouTube, et sur les réseaux sociaux. Des clips illustrant la contamination radioactive en cas d'accident dans une centrale suisse ont également été réalisés[2].

Un sujet au cœur de l'actualité

Cette campagne intervient alors que la France envisage la construction de nouveaux réacteurs. En Suisse, le nucléaire est également au centre du débat politique, depuis que le parlement fédéral a levé, à une voix près, l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires. Dans ce contexte, il semble essentiel de regarder en face les risques que nous pourrions encourir en cas de catastrophe. Nous l'avons vu avec Fukushima, le risque zéro n'existe pas. Aucun pays n'est à l'abri d'accidents majeurs, ni le Japon, ni la Suisse. Si les retombées radioactives de Fukushima ont été soufflées vers le Pacifique, un accident au Bugey ou en Suisse impacterait directement la région densément peuplée. C'est ce que montre ce clip. Le parcours du nuage radioactif permet de prendre conscience que les territoires concernés peuvent être très éloignés des centrales endomagées. N'hésitez pas à nous donner un retour sur cette vidéo et ce support. Vos retours sont précieux et aident à imaginer les prochaines campagnes de l'association… Pour remporter le référendum en 2027!

Lisa Rouvenaz, Lausanne, stagiaire, anthropologue

1 www.institutbiosphere.ch/#10
2 www.tinyurl.com/youtube-sdn-clips

Clip à visionner ci-après:

Nucléaire, l'oreiller de paresse qui coûterait cher à la Suisse

En juin dernier, le Conseil national débattait sur la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires. Une majorité a montré un sursaut de lucidité. Elle voulait renvoyer le dossier au Conseil fédéral en exigeant des réponses sur son financement. Pas question de se prononcer sur le nucléaire sans en connaitre le coût!

Une décision saluée par Greenpeace Suisse, qui y voyait enfin une volonté d'ouvrir le débat sur les coûts, l'impact sur les finances publiques, le développement des énergies renouvelables et le budget des ménages. Cette exigence de transparence, pourtant minimale, n'aura pas résisté longtemps. Sous la pression d'un lobby pronucléaire très bien organisé, le Parlement a fini par adopter le projet qui ouvre la porte à de nouveaux réacteurs sans qu'aucune garantie sérieuse n'ait été apportée sur son coût réel, sur la gestion des déchets supplémentaires ou sur l'impact pour les énergies renouvelables. La population tranchera par référendum, le mal est malheureusement fait, le débat démocratique a été escamoté.

Le nucléaire, une ruine… financière

D'autres se sont néanmoins mis à la tâche et peuvent raisonnablement produire des chiffres. Selon un rapport des Académies suisses des sciences[1], une nouvelle centrale coûterait entre 14 et 43 milliards de francs, un écart qui reflète à lui seul l'ampleur des incertitudes techniques et financières. Une étude conjointe de l'EPFZ et de l'Institut Paul Scherrer arrive à la même conclusion, soit un coût de construction actuel d'environ 12 000 francs le kilowatt. Dès lors, un investissement dans l'atome n'est rentable dans aucun des quatre scénarios étudiés sans un soutien massif de l'État. Il faudrait une solution entre 5 000 et 8 000 francs le kilowatt pour espérer une première condition de rentabilité, un niveau que la filière nucléaire n'a jamais tenu nulle part. La France en offre la démonstration la plus éclatante, l'EPR de Flamanville, annoncé à 3,3 milliards d'euros, a fini par coûter 23,7 milliards, avec douze ans de retard. La Cour des comptes française elle-même parle de « rentabilité médiocre » pour ce chantier. La Suisse a décidé de sortir de ce fiasco en 2017, mais une majorité du Parlement veut l'y plonger à nouveau.

Péril pour les renouvelables

Ce gouffre financier ne se contentera pas d'engloutir l'argent des contribuables, il menace directement le financement de la transition que nous devons pourtant accélérer. Une étude de la Fondation Énergie le démontre chiffres à l'appui. Le nucléaire, en faisant baisser artificiellement les

Symbole du « trou sans fin » : tour de refroidissement à la centrale Watts Bar, Tennessee, USA

prix de gros grâce aux garanties étatiques dont les centrales nucléaires bénéficieraient, évincerait du marché les autres technologies, en particulier l'hydraulique. Les revenus des centrales au fil de l'eau pourraient chuter de 29 à 42 %, ceux des centrales à accumulation de 15 à 19 %, pour des pertes totales pouvant atteindre un milliard de francs par an. Un choc frontal pour les cantons de montagne et pour cette énergie hydraulique qui assure aujourd'hui 60 % de notre électricité et l'essentiel de notre sécurité d'approvisionnement hivernal. Chaque franc englouti dans l'atome est un franc qui manquera au solaire, à l'éolien et à nos barrages.

Danger pour la transition

Le pire, c'est que cet argent serait immobilisé pour rien, une centrale nucléaire suisse ne produirait pas le moindre kilowattheure avant les années 2040, voire 2050, trop tard pour l'Accord de Paris et les besoins d'approvisionnement nécessaires dès la décennie qui vient. Le nucléaire n'est donc pas une solution, c'est un oreiller de paresse, il donne l'illusion qu'une réponse existe pour demain, pendant qu'il capte des ressources et de l'attention politique qui manqueront cruellement au développement des renouvelables aujourd'hui. Trop cher, trop tard, trop dangereux, c'est la réalité que les lobbies ont réussi à masquer aux parlementaires. Il appartiendra à la population de rétablir la vérité dans les urnes.

François Pointet, membre du comité, Jongny (VD)

1 www.tinyurl.com/ass-21-08-2026

C'était comment la récolte?

Derrière le succès de la récolte de signatures pour le référendum nucléaire, il y a des hommes et des femmes qui sont allé·es dans tous les recoins du pays, au-devant des gens, feuilles de signatures à la main. Comment la récolte de signatures s'est-elle passée?

Photo: Christian Galley

Pour Annick Kolb, récolteuse lausannoise expérimentée, le nucléaire est un sujet plutôt facile pour récolter. « La plupart des gens ont signé sans poser de questions, une petite minorité a dit qu'on ne peut pas se passer de nucléaire… j'observe que ça a quasi toujours été des hommes, ils m'ont dit que la technique de nouvelles centrales supprime les problèmes ». Ilias Panchard, membre du comité de Sortir du nucléaire, fait la même observation qu'Annick Kolb.

Un autre critère fait la différence : la génération. Annick Kolb a souvent observé que « gagner l'attention — et la signature — de personnes âgées a été plus facile… elles ont vu les accidents de Tchernobyl et Fukushima aux actualités en direct. Les thèmes émotionnels des jeunes générations, c'est le réchauffement climatique, l'extermination de la biodiversité, les questions de société, le respect de la personne, l'égalité des genres ».

Même expérience de la part de Brigitte, du groupe de bénévoles Greenpeace à Genève. À Plainpalais, devant un centre commercial et aux arrêts des trams, « 98 % des gens signaient sans problème, je n'ai pas eu besoin d'expliquer le sujet… je remarquais aussi que j'abordais plus souvent des femmes, les trouvant par expérience plus enclines à signer ce référendum ». Que dit-elle aux personnes qui hésitent à récolter des sinatures? « Les premières minutes sont toujours stressantes, après, ça devient assez facile… à condition de dépersonnaliser la réaction des gens. Des réactions peuvent être blessantes, mais on apprend à passer outre. Il faut se lancer, il y a aussi une part de défi envers soi-même. J'obtiens une forme de récompense à récolter, je sens que je participe à une cause, ça fait du bien. Ça permet de lâcher un peu d'anxiété ». Bravo pour cet engagement!

Philippe de Rougemont, Genève, secrétaire général

Sortir du nucléaire

Éditeur
Sortir du nucléaire, chemin du Vieux Puits 26
1228 Plan-les-Ouates

Imprimerie
EDIPRIM, Bienne

Mise en page
Thomas Rüesch et Philippe de Rougemont, Genève

Relecture
Sophie Laissue, La Chaux-de-Fonds

Fichier
Aurore Tillière, Plan-les-Ouates avec Ecodev, Neuchâtel

Rédaction
Philippe de Rougemont (coordination); Christophe Clivaz; François Pointet; Lisa Rouvenaz; José Sanchez; Christian van Singer.

Association Sortir du nucléaire
www.sortirdunucleaire.ch
Téléphones (heures de bureau)
Administratif : 076 239 29 26
Campagnes : 076 693 62 93
info@sortirdunucleaire.ch

Merci pour vos dons, quel que soit le montant
CCP : 10-19179-8
IBAN : CH02 0900 0000 1001 9179 8
Annexe : Lettre avec appel à dons

Je soutiens

Faire un don sur notre site web

sortirdunucleaire.ch/don